

Achetons ANTIQUITÉS
Meubles anciens de tous genres, successions, tableaux de grande valeur, bronze, argenterie, etc. Payons très bons prix, allons partout, acceptons frais vifs.
832-1930 — 692-4878
70, Dalhousie, Québec

LE SOLEIL

POUR VENDRE LOUER ACHETER
LES ANNONCES CLASSEES
647-3311

LA REGION

Petit déversement et grand émoi à Sainte-Foy

Les policiers de Sainte-Foy ont déployé d'importantes mesures de sécurité, hier matin, à la suite d'un petit renversement de produits chimiques dans un entrepôt. **A-3**

LE CANADA

McKenna rencontre Murray mais ne change pas d'idée

Le sénateur Lowell Murray n'est pas parvenu à gagner le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Frank McKenna, à l'accord de Lac-Meech. **A-6**

LE MONDE

Les Américains ont des preuves contre la Libye

Les services de renseignement américains détiennent la preuve que l'usine libyenne de Rabta est destinée à la production d'armes chimiques. **B-7**

L'ECONOMIE

La réforme fiscale soutiendra la croissance

La croissance économique ralentira cette année, mais pas autant qu'on l'avait d'abord prévu, grâce, en partie, aux effets de la réforme fiscale. **B-1**

LES ARTS

L'épreuve de la presse fait trembler Renaud

Avant d'affronter le public québécois, Renaud a dû subir l'épreuve de la presse. Une épreuve que le chanteur français a accepté à reculons. **C-1**

LE SPORT

Au tour des Flyers de rosser les Nordiques

Les Nordiques ont prolongé à huit leur série de matchs sans victoire, hier, en étant humiliés 7-2 par les Flyers au Spectrum de Philadelphie. **S-2 à S-3**

L'EDITORIAL

Des directives dignes de la tour de Babel

Les nouvelles directives linguistiques annoncées par le gouvernement Bourassa sont de nature à semer la confusion et à susciter la discorde. **B-6**

L'INDEX

Local et régional	A-3 à A-5
Le Canada	A-6 à A-8
Le Monde	B-7
Alain Bouchard	A-5
Annonces classées	C-5 à C-9
Arts	C-1 à C-4
Bandes dessinées	S-15
Bridge	C-8
Carrières	B-7
Décès	C-10 et C-11
Economie	B-1 à B-5
Editorial	B-6
Feuilleton	C-7
Horoscope	C-8
Mots croisés	C-6
Mot mystère	C-6
Où aller à Québec	C-4
Patron	C-9
Pierre Champagne	A-9

LA METEO

Généralement ensoleillé et froid. Maximum : près de -10. Vents de l'Ouest de 30 à 50 km/h. Demain : des nuages. **S-16.**

La Société St-Jean-Baptiste convie Alliance Québec au dialogue

MONTREAL — La Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) invite les représentants d'Alliance Québec à une rencontre afin de discuter de la situation linguistique au Québec. L'organisme a aussi convoqué, pour le 18 février, quelque 101 leaders d'opinion québécois à venir réfléchir eux aussi à l'avenir linguistique de la province.

par JOHANNE LENNEVILLE de la Presse canadienne

Selon la présidente de la SSJB, Mme Nicole Boudreau, ces deux invitations ne sont que le

interieur des commerces, a-t-elle souligné, hier, au cours d'une conférence de presse.

Mme Boudreau s'oppose cependant à ce que les actions entreprises soient de nature à faire « regresser le débat ». L'appel lancé mercredi par le chef du Parti indépendantiste, M. Gilles Rheaume, de dessiner des graffiti sur les murs des commerces, « n'est pas du tout l'approche de notre organisme », a-t-elle affirmé.

Mme Boudreau n'exclut pas d'autres grands rassemblements pour la défense du français au Québec. Mais elle entend faire précéder ce genre de manifestations par des « démarches sérieuses » favorisant le dialogue.

La présidente de la SSJB convient que la rencontre avec les 101 leaders d'opinion prévue pour le mois de février pourrait constituer « des prémisses à de potentiels états ge-

neraux ». Mais elle avoue se sentir « un peu mal à l'aise » de répondre à l'invitation du Parti québécois, qui a lancé l'idée mercredi. « Nous estimons que s'il doit se tenir des états généraux au Québec, cette démarche doit être non partisane », a laissé entendre Mme Boudreau.

Quant à la rencontre souhaitée avec Alliance Québec, Mme Boudreau concède qu'il y a peu

Suite A-2, Dialogue...



Les fumeurs et fumeuses exigent le retour à la politique d'avant le jour de l'An.

Les fumeurs de Santé et Bien-être se plaignent de discrimination

La frustration des fumeurs et fumeuses de la fonction publique fédérale s'intensifie depuis le premier janvier. A Québec comme ailleurs, la résistance passive s'installe.

par ROGER BELLEFEUILLE de LE SOLEIL

Une quarantaine d'entre eux, employés de Santé et Bien-être Canada, voisin de la gare du Palais, sont sortis sur le coup de midi, hier, pour bien montrer, face aux caméras, que leur seul fumeur permis est désormais la rue.

Une mesure discriminatoire, ont-ils clamé, macaron de circonstance à la boutonnière. Un macaron affichant cette singulière inscription: « Non à la peine de mort pour les fumeurs. » Si la vie d'un fonctionnaire

Ces fonctionnaires se sentent d'autant plus lésés que, contrairement à d'autres employés fédéraux, leurs bureaux ne sont pas adjacents à des lieux publics, sinon la rue.

Ils estiment en outre que les élus ont deux poids deux mesures. Ministres et députés fumeurs à Ottawa, ont-ils fait valoir, entre deux « touches » inhalées avec soulagement, ont accès à des fumeurs.

Mordillant son mégot à demi consumé, une contestataire qui a préféré comme d'autres garder l'anonymat, a signalé de plus que la politique d'Ottawa est contradictoire. Le projet de loi sur la santé des non-fumeurs (C-204) prévoit que l'employeur

Suite A-2, Fumeurs...

35 jours après le séisme en Arménie Six hommes retirés vivants des décombres

MOSCOU (AP, AFP) — Six hommes ont été retirés vivants des décombres d'un immeuble de neuf étages à Léninakan, 35 jours après le tremblement de terre qui a ravagé l'Arménie soviétique, a rapporté hier l'agence TASS. Les six « miracles » doivent leur salut au fait qu'ils ont été emmurés dans une pièce où se trouvait une grande quantité de nourriture.

Les six hommes ont été découverts mercredi, plusieurs semaines après que les autorités soviétiques eurent abandonné tout espoir de retrouver des survivants du séisme du 7 décembre. C'est une équipe chargée d'enlever les débris de l'immeuble qui a entendu leurs cris.

Les six hommes ont survécu grâce à des boîtes de conserves, des légumes, des jus de fruits et même du jambon fumé. Leur « prison » était une pièce d'environ sept mètres carrés, sans aucune lumière.

Les survivants ont été transportés dans différents hôpitaux d'Erevan, la capitale de l'Arménie, et les médecins n'éprouvent pas d'inquiétude à leur sujet, a précisé l'agence soviétique.

Il a cru à une guerre

La télévision soviétique a présenté hier une entrevue avec l'un des survivants, Aikaz Akopian, âgé de 50 ans. Ce dernier, qui paraissait grandement affaibli par son épreuve, a expliqué que, le jour du séisme, il avait demandé l'aide de cinq voisins pour sortir de la cave deux lourdes caisses. « Juste à ce moment-là, nous avons entendu soudain un grondement terrible, les murs commencent à s'écrouler. J'ai pensé qu'une guerre avait commencé », a raconté Akopian.

« Pas un seul instant, a déclaré Akopian, nous n'avons



Âgé de 50 ans, Aikaz Akopian est le plus vieux des rescapés.

doute que l'on nous retrouverait et que nous serions sauvés.

« Nous ne savons pas combien de temps nous avons été là. Nous avons perdu toute notion du temps », a aussi dit Akopian. Le quinquagénaire a ajouté qu'il avait fait le nécessaire pour rassurer ses compagnons d'infortune, tous plus jeunes que lui. « Je leur ai chanté des chansons et j'ai raconté des histoires sur ma vie. » Hier, il n'a pu que donner les noms de trois voisins qui l'avaient accompagné dans la cave, ajoutant qu'il ne se souvenait plus de ceux des deux autres.

Electricien de profession, Akopian a ajouté qu'il n'avait

Suite A-2, Vivants...

Une première Sonata sort de l'usine de Bromont

BROMONT — L'usine Hyundai, de Bromont, produira cette année au quart de sa capacité, soit 25.000 voitures de marque Sonata qui sont destinées uniquement au marché canadien.

par HELENE BARIL de LE SOLEIL

On se serait cru en Corée hier à Bromont. La première Sonata est sortie de la chaîne de montage de l'usine, sous les applaudissements des employés tous vêtus de blanc scandant leur slogan: « Quality? En tête! Quality? In mind! »

Le président de Hyundai Canada, M. B.J. Park, a qualifié d'historique la sortie de la première voiture assemblée à l'extérieur de la Corée. Au Québec, il faut remonter à 1967 pour retrouver pareil événement, alors que la première Chevrolet sortait de l'usine GM à Sainte-Thérèse.

Suite A-2, Sonata...



Le président de Hyundai Canada, M. B.J. Park, a fait l'essai de la première Sonata devant les employés de l'usine de Bromont.

COURS DE NATATION HIVER 89

PLONGEON
CONDITIONNEMENT PHYSIQUE (en piscine)
COURS SPECIALISES:
médaillon de bronze, croix de bronze

Pour information et inscription: **687-4045**

QUÉBEC NATATION inc.

Une école à caractère éducatif et social

PISCINES: Centre Fr.-Charon Boul. Hamel, Québec
Collège Limoilou Be Avenue, Québec
Cégep Fr.-Garneau Boul. de l'Entente, Sainte-Foy

La Croix-Rouge Canadienne vous invite à la sécurité aquatique

Suites de la première page

Dialogue...

de chances que les « deux organismes puissent se rapprocher », étant donné leurs positions diamétralement opposées concernant la langue d'affichage. Par ailleurs, indique-t-elle, une meilleure information « pourra peut-être faire en sorte que les deux communautés comprennent mieux la dynamique de l'une et de l'autre ».

Surveillance policière

À propos de la surveillance des locaux de la SSJB par la Sûreté du Québec, Mme Boudreau dit ne pas être au courant qu'une caméra filme les allées et venues des gens entrant dans l'édifice. Mais à la suite de l'incendie au quartier général d'Alliance Québec à Montréal, les responsables de la SSJB ont décidé de demander à la police d'accroître la surveillance des bureaux. Ces temps-ci, la société est très souvent victime d'actes de vandalisme, d'intimidation ou d'appels à la bombe, a-t-elle révélé.

Mme Boudreau s'est dit également « scandalisée » d'entendre le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, M. Guy Rivard, dire que les règlements de la loi 178 traitent également du français comme langue de « service ». « Comment peut-on vouloir du français langue de service quand on bilinguise l'affichage intérieur des commerces ? » se demande la présidente de la SSJB.

La nouvelle initiative du gouvernement de tester les futurs règlements de la loi 178 à l'aide d'une directive générale émise par la Commission de la protection de la langue française ajoute à « l'incohérence » dont a fait preuve le gouvernement québécois dans ce dossier depuis le début, précise Mme Boudreau.

Celle-ci dit également ne pas être surprise des résultats du sondage Gallup divulgués, hier, indiquant que 61 % des Québécois sont pour l'affichage bilingue. D'autres sondages avaient déjà révélé cet état de choses par le passé. Mais ce pourcentage diminue chaque fois, souligne-t-elle.

Dans la majorité des cas, explique Mme Boudreau, les Québécois approuvent l'affichage dans les deux langues parce qu'ils sont « extrêmement tolérants ». C'est d'ailleurs pour cette raison que la SSJB mène des campagnes de sensibilisation, dit-elle : pour leur faire comprendre tous les risques que comporte un retour à l'affichage bilingue.

Autres textes sur la langue en pages A-6, A-7 et A-8

Fumeurs...

mette un fumoir à la disposition des fumeurs, contrairement à la directive du Conseil du trésor qui interdit de fumer même dans les toilettes.

Les effectifs de Santé et Bien-être Canada, boulevard Charest, sont de quelque 300 employés, dont les deux tiers environ sont non-fumeurs.

Pendant ce temps, au centre de données fiscales de Jonquière, une poignée d'irréductibles mettent depuis quelques jours la tolérance de leur employeur à l'épreuve. Chaque jour, à la cafétéria, ils grillent une cigarette à l'heure du lunch, défiant ainsi ouvertement la nouvelle directive du Conseil du trésor.

Cette dernière, selon le président du syndicat local de l'Alliance de la fonction publique fédérale, M. Denis Lalancette, frappe d'autant plus cruellement à cet endroit que le centre est éloigné d'au moins un mille de tout endroit public, ne serait-ce que la plus modeste « binnerie ».

Jusqu'ici, a-t-il raconté au SOLEIL, le patron a adopté l'attitude des trois singes : il ne voit rien, n'entend rien et ne dit rien.

Les employés de « l'impôt » à Jonquière sont au nombre d'environ 320, dont le tiers n'est pas encore venu à bout de l'accoutumance à la nicotine.

Un débat peu susceptible de s'envoler en fumée dans un contexte en outre de renouvellement de convention de travail.

LA QUOTIDIENNE
tirage du 12 janvier
5-1-5
7-4-4-4

Sonata...

rait être les États-Unis, mais aussi l'Amérique du Sud, l'Europe et même l'Asie. »

La dernière-née des usines Hyundai pourrait en effet alimenter le marché asiatique si le fabricant décide d'interrompre la production des Sonata en Corée.

Ultra-modernes, les installations de Bromont peuvent également être adaptées facilement à la production d'un nouveau modèle.

Un marché en baisse

La Sonata arrive au moment où les ventes de voitures ralentissent en Amérique du Nord.

Depuis quatre années consécutives, il se vend un million de voitures par année au Canada. Les fabricants nord-américains s'attendent à ce que les ventes plafonnent en 1989.

Si les prévisions de ventes de Hyundai se réalisent, la production de l'usine de Bromont devrait atteindre sa capacité maximale de 100,000 voitures en 1991.

Il y a actuellement 400 employés à l'usine, dont 80 ingénieurs coréens qui repartiront en juin.

Hyundai prévoit ajouter un deuxième quart de travail en avril 1990, ce qui portera les effectifs à 900 employés, puis à 1,200 lorsque l'usine tournera à plein régime.

Selon un employé, les communications sont plutôt faciles entre les Québécois et les Coréens. « On se parle en français entre nous, en anglais avec les Coréens et en dessins quand on ne se comprend pas. »

Actuellement, il sort 10 voitures à l'heure de la chaîne de montage de Bromont. Ce nombre sera porté à 18 puis à 30 voitures à l'heure à la fin de l'année.

Les premières Sonata assemblées au Québec seront sur le marché à la fin du mois prochain.

L'usine de Bromont a été construite au coût de \$325 millions, dont \$110 millions en subventions fédérale et provinciale.

Vivants...

eu qu'une idée : tout faire pour que ces jeunes gars ne deviennent pas fous. Je les distrais et les calme comme je pouvais.

« Je suis né sous une bonne étoile, poursuit Akopian. En 1985, nous construisions un club dans le village de Amoutink, en Sibérie occidentale. Je suis alors tombé du deuxième étage, mais avec tellement de chance que j'en ai été quitte pour une légère frayeur. »

Pour le moment, les responsables de l'hôpital n'informeront pas Akopian que sa femme et ses quatre enfants ont péri dans le séisme.

Selon le dernier relevé officiel, 24,920 cadavres ont été retirés jusqu'ici des décombres dans trois villes et plus de 100 villages en Arménie. Les derniers survivants dont avait fait état la presse avaient été dégagés des décombres deux semaines après la catastrophe.

Dès demain dans LE SOLEIL

Elles sont aujourd'hui quelque 500 à faire régner la loi et l'ordre sur le territoire québécois, noyées dans une masse de plus de 13,000 hommes. Leur apparition cause maintenant moins d'étonnement dans le public, mais leur intégration au milieu très conservateur des policiers ne s'est pas faite sans heurts. Certaines y ont laissé leurs illusions, d'autres ont brillamment réussi et se préparent à faire partie de la prochaine fournée d'officiers. Isabelle Jinchereau a

patrouillé la province pour faire leur point sur la situation des femmes-flics québécoises.



VENTE DE JANVIER

contemporaine*



TEE-SHIRTS COTON/LYCRA

29.95 rég. 40.00

des tee-shirts exclusifs à la contemporaine en mélange souple coton/lycra, col boutonné, couleurs et grandeurs assorties.

VÊTEMENTS DE CUIR

299.95 rég. jusqu'à 795.00

de notre collection automne-hiver de vêtements de cuir, choix de blousons et manteaux courts forme blazer, col châle, couleurs assorties dont le brun et le noir.

TEE-SHIRTS À RAYURESTWIK

19.99 rég. 35.00

pour twik des tee-shirts en jersey de coton avec encolure multi-boutons, coutures surfilées, des rayures en marine, brun, vert, vin sur fond ecru, grandeurs assorties.

PULLS TWIK

19.99 rég. jusqu'à 60.00

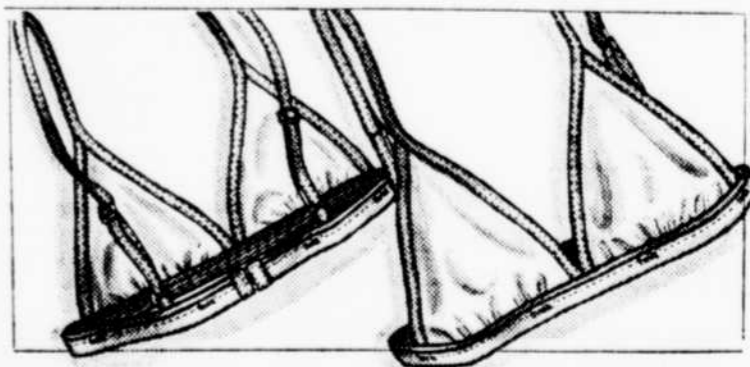
tout un choix de pulls en laine d'agneau, maille de coton, unis, à rayures et textures diverses, des jacquards géométriques ou floraux, couleurs et grandeurs des assorties.

SOUS-VÊTEMENTS COTON/LYCRA

CAMISOLES LONGUES DOS NAGEUR 9.99

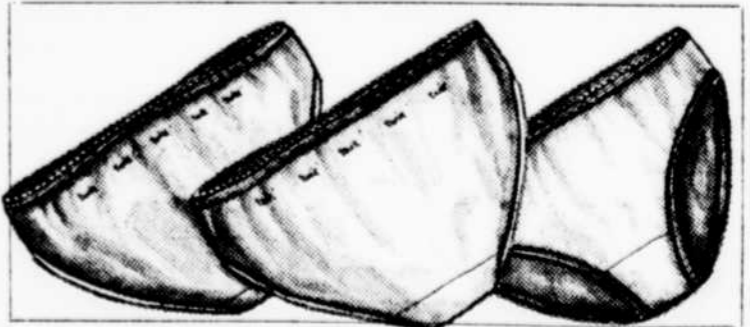
CAMISOLES COURTES DOS NAGEUR 7.99

CULOTTES AUX HANCHES, BIKINI, FORME V 3.99



SOUTIENS-GORGE TWIK 6.99

exclusivement pour twik, le soutien-gorge pur coton avec élastique griffé twik, blanc, rose, menthe, b'en, 32-34-36.



CULOTTES PUR COTON TWIK

1.99 rég. 3.00

une exclusivité de la guépière, la culotte pur coton imprimée twik à l'arrière, blanc, rose, bleu.

LA SERVIETTE «ROYAL VELVET» PAISLEY

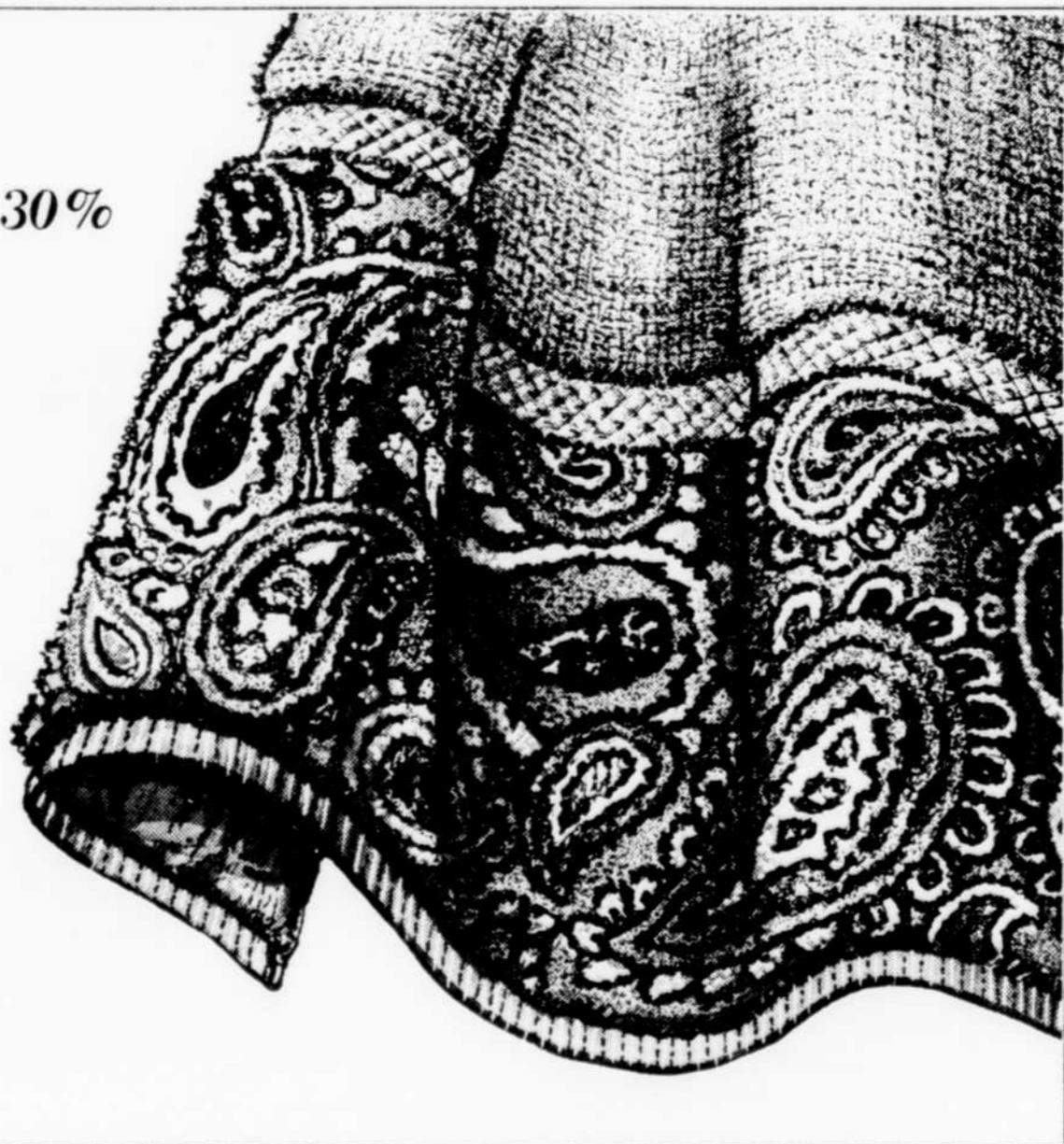
épargnez jusqu'à 30%

24.99

bain rég. 35.00

l'événement en mode maison... la nouveauté la plus appréciée à New York... la serviette «royal velvet» paisley signée fieldcrest... somptueuse composition de coloris... quatre versions à choisir selon votre décor... noir et gris, vin, marine et vert, noir, blanc, gris et les harmonies pastel, jamais le motif paisley n'a été aussi magnifiquement interprété c'est la serviette la plus luxueuse en ratine pur coton ultra-dense... c'est la qualité fieldcrest maintenant à prix spécial à la lingère... mois 18.99 rég. 27.00, débarbouillette 7.59 rég. 11.00

fieldcrest



la maison

simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

la maison
simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC



Des spécialistes d'Environnement-Québec et de Sani-Mobile ont pris possession des bouteilles de produits chimiques qui ont été envoyées à Montréal pour être enfouies dans un lieu prévu à cet effet.

Un petit déversement d'acide acétique cause un grand émoi

Les policiers de Sainte-Foy ont déployé d'importantes mesures de sécurité, hier matin, à la suite d'un petit renversement de produits chimiques dans un entrepôt de la rue Watt, dans le parc industriel Colbert. Une trentaine de personnes ont été évacuées et deux ont été envoyées à l'hôpital pour des examens.

par MICHEL TRUCHON
LE SOLEIL

L'incident s'est produit dans les locaux du service de courrier Loomis, où un colis contenant une bouteille d'acide acétique (il y en a dans le vinaigre) était arrivé quelques heures plus tôt. La boîte, destinée à une entreprise de Chambord au Lac-Saint-Jean, venait de Toronto et avait passé la nuit dans un camion remorque. On présume que le liquide a gelé et qu'une fois entreposée dans la salle d'expédition, la bouteille s'est brisée en réchauffant. L'acide a coulé sur d'autres colis contenant notamment de l'acide hydrochlorique et de l'hydroxide d'ammonium.

Une odeur inquiétante, celle du vinaigre d'abord puis une odeur d'oeufs pourris, a gagné les bureaux et la police a été alertée. On craignait que la réaction ne forme des vapeurs de chlore, très nocives.

Les spécialistes ont toutefois

vite conclu que les produits renversés ne représentaient pas de danger immédiat et pouvaient être neutralisés à l'aide de vulgaire sable sec. Mais les policiers de Sainte-Foy n'en trouvaient pas, tant dans leur véhicule d'urgence que dans les entrepôts de la ville, de sorte qu'il leur a fallu «magasiner» avant d'en trouver quelques sacs chez un marchand.

Les deux employés envoyés à l'hôpital ont immédiatement reçu leur congé après un bref examen tandis que la trentaine de personnes travaillant dans la douzaine d'établissements voisins de Loomis ont pu regagner leurs locaux au début de l'après-midi, après que les lieux eurent été aérés.

À Sainte-Foy, des consignes strictes sont appliquées quand on se trouve en présence d'un déversement de matière dangereuse. Cela a été le cas hier. Outre la police, les gens d'urgence-environnement Québec, de la CSST et de la firme spécialisée Sani-Mobile ont été appelés sur les lieux.

Policier accusé de violence conjugale

La police de Lévis trouve la dernière pilule dure à avaler

Le directeur du service de protection publique de Lévis, M. François Magier, trouve que la présente affaire d'un policier accusé d'avoir battu sa femme est une pilule difficile à avaler, d'autant plus qu'elle vient s'ajouter à deux autres cas récents de policiers délinquants dans ce corps de police qui ne compte qu'une trentaine de membres.

par MICHEL TRUCHON
LE SOLEIL

«Trois histoires de ce genre en deux ans et demi, en plus de l'affaire présentement devant la Commission de police où trois policiers sont dénoncés, c'est beaucoup, c'est énorme. Mais je suis persuadé que c'est un hasard, que ce sont des accidents de parcours découlant de la vie privée des individus, tout au moins dans deux cas. C'est un coup de malchance que des affaires de ce genre se produisent à répétition chez nous. Nos policiers ne sont pas plus pourris ou plus corrompus qu'ailleurs», dit M. Magier.

Selon lui la direction du service de police n'a pas non plus quoi que ce soit à se reprocher. «Le seul reproche qu'on peut nous faire, c'est d'avoir fait notre travail», dit le directeur en faisant allusion aux mesures disciplinaires appliquées dans les précédents cas. Un arbitre vient d'ailleurs de donner raison aux autorités municipales en ce qui concerne la suspension et le congédiement de l'agent Dominique Morin, condamné pour vol à l'étalage.

Le chef demande des comptes

Mardi, la SQ a mis fin à une enquête demandée par la police

de Lévis pour un cas de violence conjugale en arrêtant l'agent Denis Côté, 34 ans, membre de ce service de police depuis trois ans et demi et agent de la GRC pendant sept ans auparavant.

Denis Côté a été accusé d'avoir frappé et blessé son épouse dont il vit séparé et d'avoir braqué une arme à feu en sa direction, incidents survenus le 8 janvier et le 31 décembre. Dans les deux cas, a précisé le directeur Magier, il était en service.

Le jeune policier a reçu hier un avis du chef de police lui intimant de se présenter au bureau du directeur à midi le 14 janvier, pour expliquer sa conduite. C'est à la suite de cette comparaison que le directeur va rédiger un rapport qu'il va soumettre aux responsables de la ville et dans lequel il va formuler ses recommandations. Celles-ci peuvent aller d'un avertissement formel au congédiement pur et simple.

«Mais je ne crois pas que cela soit une mesure sage de le congédier immédiatement. Il faut attendre que les tribunaux tranchent l'affaire et cela pourrait être, pour le moment, une suspension», dit le directeur.

L'agent Côté risque fort de manquer son rendez-vous avec son directeur, étant donné qu'il

est détenu au moins jusqu'à lundi, alors qu'il doit retourner devant un juge de la cour du Québec pour son enquête sur cautionnement.

Avant-hier le juge l'a confié aux soins d'un psychologue et d'une agente de probation, recommandant qu'il soit examiné dans un hôpital choisi par les deux spécialistes. Mais Denis Côté va passer la fin de semaine dans les cellules du quartier général de la SQ, boulevard Pierre-Bertrand, a-t-on confirmé hier.

Bon climat de travail

Admettant que le moral est bas à la centrale de police de Lévis, tant chez les policiers que chez les employés civils, le directeur François Magier précise que «généralement on a un bon climat de travail. Il n'y a pas de chicane, pas de pluie de griefs. Ça va bien dans les relations de travail, la preuve c'est qu'on est prêt à signer le nouveau contrat collectif. Il n'y a pas de harcèlement, pas de mauvaise foi de la part de personne. On n'est pas à couteaux tirés, même si ça n'est pas l'amour parfait», dit-il.

Selon lui, si des affaires comme le cas de vol à l'étalage, celui d'agression sexuelle sur une fillette et celui de la femme battue se sont produites, ça n'est pas parce que la direction ne fait pas respecter la discipline qui est d'ailleurs très sévère à Lévis où on exige que les policiers aient un comportement irréprochable tant dans leur vie privée que dans leur vie publique.

«Mais comment peut-on contrôler le comportement d'un individu? Je ne peux suivre tout le



Le directeur de la police de Lévis, M. François Magier.

monde. Nos policiers sont des êtres humains...»

Le directeur Magier verrait d'un bon oeil, comme outil de prévention, l'embauche d'un psychologue à qui les policiers pourraient soumettre leurs problèmes personnels. Il a d'ailleurs déjà discuté avec un de ces spécialistes, récemment, et lui a demandé de faire une offre officielle. Il l'attend.

Les ressources de soutien sont rares

Des êtres rendus fragiles par leur travail

Oui, les policiers sont des êtres humains. À force de travailler dans le négativisme et la violence, ceux qui portent un insigne et une arme deviennent fragiles. Mais ils disposent de peu de moyens pour vérifier la qualité de leur psychisme.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

Ce n'est pas une plainte. C'est un constat. Celui de Michel Oligny, patrouilleur durant 18 ans à la Sûreté du Québec, aujourd'hui travailleur social, sollicité d'un poste de police à l'autre pour régler des tensions, pour donner des cours. Il ne juge nullement ce qui se passe ailleurs. Il constate simplement qu'on a trop délaissé l'humain, au profit de la machine.

«Quand ça va mal, on nous le dit mais on ne nous donne pas de solutions. Les compagnies ont des systèmes de contrôle de qualité de leurs produits. Il existe des programmes de prévention en santé mentale. Mais chez-nous, ils sont pratiquement inexistant», dit-il.

À la Sûreté du Québec, par exemple, le seul travailleur en milieu social, c'est lui. «Pourtant, 80% des appels auxquels nous répondons sont à caractère social»,

constate-t-il. Il passe souvent pour un gourou, avec ses techniques de consultations sophistiquées, qu'il applique à ses groupes de policiers et policières.

Des policiers angoissés, qui doivent concilier l'image qu'ils projettent avec leurs émotions. Constamment sur la ligne de feu, observés, isolés, qui font parfois des écarts pour faire baisser la pression. En effet, les études démontrent que cette profession est marquée par des problèmes de boisson, de burn-out, de dépression, de difficultés conjugales.

Le bachelier en service social souligne que le monde policier reflète la société, qui évolue vite. Il n'est pas plus stressé mais différent. «Les gens de plus en plus renseignés disposent d'outils comme la Charte des droits et libertés, les tribunaux, pour se dépanner. Et ils exigent beaucoup des gardiens de l'ordre, tour à tour avocat, juge ou travailleur social. Tel-

lement que le public ne prend rien quand le fil casse», dit-il.

Il poursuit: «Qu'on donne aussi les moyens aux policiers de faire face à la musique. C'est beau donner des ordres mais on n'est pas des ordinateurs, ni des surhommes».

Avant que la cellule n'éclate,

certaines directions ont pris les grands moyens. «À Charlesbourg,

à Québec, même à la SQ, on comprend de plus en plus l'importance de la communication. La nouvelle garde est ouverte. L'avenir s'annonce meilleur, à condition bien sûr qu'on continue à se parler», conclut-il.

Drame familial à Charlesbourg

Un père tue ses deux enfants et s'enlève la vie

Drame familial vers minuit hier à Charlesbourg. Un père de famille désespéré a tué ses deux enfants de cinq et neuf ans, endormis dans leur chambre, avant de retourner son fusil de chasse contre lui.

par ISABELLE JINCHEREAU et NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

François Dansereau, âgé de 38

ans, résidant au 835, rue Bienvenue, à Charlesbourg, a abattu son fils François et sa fille Catherine puis s'est enlevé la vie. Il semble qu'il ait téléphoné à la police de Charlesbourg avant de commettre le dernier geste fatal.

Professeur à l'élémentaire de Charlesbourg, l'homme s'était séparé de sa femme-médecin il y a cinq mois. Il était reconnu comme un excellent père de famille, qui passait le plus clair de son temps à élever les siens. Mais depuis quelques temps, ses voisins avaient remarqué sa déprime.

«C'était mon meilleur voisin. Mais à Noël, il m'avait expédié une carte fort nostalgique, où il écrivait qu'il était triste de passer les Fêtes sans sa femme. Ses enfants jouaient tout le temps sur mon gazon», a raconté hier Gilles Fréchette, photographe au quotidien le SOLEIL.

Dans ce quartier paisible hier soir, les voisins étaient estomacés de cette tragédie. À l'arrivée des journalistes, la maison, où toutes les fenêtres étaient ouvertes, était déjà encerclée de curieux. Et dans ce qui est devenu un véritable tombeau familial, les enquêteurs de Charlesbourg, aidés ceux de la Sûreté du Québec, s'efforçaient de reconstituer cette pénible scène.

Secteur de la gare du Palais

Un géoradar ultraperfectionné scrute l'inventaire archéologique

Un géoradar ultraperfectionné est mis à contribution depuis deux jours pour tenter de dresser l'inventaire archéologique du site de la gare du Palais où l'on espère pouvoir mettre au jour notamment les vestiges du «chantier naval du roi» en activité dans ce secteur entre 1739 et 1749.

par LOUIS-GUY LEMIEUX
LE SOLEIL

À la demande du service municipal de l'archéologie à la division du Vieux-Québec, la Commission géologique du Canada a offert les services d'un spécialiste de la science des terrains, le docteur Jean-André Pilon, qui, à l'aide d'un appareil appelé «Pulse EKKO III», scrute le sous-sol du futur chantier archéologique.

Selon l'archéologue William Moss, de la ville de Québec, le vaste terrain situé entre la rue Saint-Paul et la gare du Palais, dans l'axe de la rue Saint-Nicolas, se présente comme «fort intéressant» au point de vue archéologique.

Outre le chantier naval royal de la période française, on pense pouvoir trouver dans ce lieu des

traces de la construction navale durant tout le 18^e siècle, des vestiges de l'ancien marché Saint-Paul et d'autres de la première gare à Québec.

Ce secteur précis de la gare de Palais (future gare intermodale) doit être chamboulé prochainement pour permettre la construction d'un parc de stationnement souterrain de 500 places devant desservir les locaux de la Régie de l'assurance-maladie.

Déjà, l'automne dernier, des fouilles exploratoires avaient été effectuées sur ce site et elles avaient montré le fort potentiel archéologique de l'endroit.

L'archéologue Daniel La Roche, pour le Groupe de recherches en histoire du Québec, doit soumettre un rapport à la ville de Québec à la suite des actuels sondages par géoradar qui visent à délimiter l'envergure du

site, la profondeur du roc et l'état de conservation des vestiges.

Le docteur Pilon a participé lui-même au perfectionnement de l'appareil Pulse EKKO III, commercialisé depuis tout récemment sous le nom de «A Cubed Inc.» Il a été employé notamment par le Centre d'étude nordique pour la construction d'une piste d'atterrissage dans le Grand Nord québécois.

Destiné d'abord aux recherches en géophysique, le géoradar de M. Pilon commence à intéresser de plus en plus les archéologues.

«Pour localiser le tombeau de Champlain, mon appareil serait idéal, dit-il avec humour. Cela éviterait qu'on fasse des trous partout dans le Vieux-Québec.»

Les fouilles préliminaires de l'automne dernier, complétées par les recherches au géoradar, devraient permettre de recommander ou non des fouilles archéologiques systématiques dans le secteur de la gare du Palais, selon l'archéologue William Moss.



Le scientifique Jean-André Pilon scrute à l'aide d'un géoradar le potentiel archéologique du secteur de la gare du Palais.

LE SOLEIL

ABONNEMENT
647-3333

Extérieur: numéro sans frais
1-800-463-2362

Heures d'affaires:
Lundi au vendredi: 7h à 17h30
Samedi et dimanche: 8h à 12h



C'est parti sur Ste-Thérèse

Les résidents de la rue Sainte-Thérèse se sont mis au travail pour faire à nouveau de leur rue « la rue des monuments » pour la durée du Carnaval de Québec. Celui-ci aura lieu du 2 au 12 février prochain.

L'immeuble de l'usine Sometal de Rimouski change de vocation

RIMOUSKI — Le Groupe Desmeules, de Québec, a conclu une entente préliminaire pour acquérir du Groupe MIL l'immeuble, la machinerie et les avoirs de l'usine Sometal inc. de Rimouski. Il veut en faire un condominium industriel.

par J. CLAUDE RIVARD LE SOLEIL

Le montant précis de la transaction n'a pas été dévoilé, mais on a fait savoir qu'elle implique des déboursés de \$2,5 à \$2,8 millions. Ce montant comprend une somme de \$500,000 à \$800,000 nécessaire à l'adaptation de l'immeuble à sa nouvelle vocation.

La nouvelle a été annoncée hier, à Rimouski, en conférence de presse, par le Québécois Roger Fraser, porte-parole de la compagnie à numéro 100323 Canada Inc., en présence de l'adjoint au président de MIL, M. Jocelyn Lefebvre, et de plusieurs membres de la famille Desmeules, MM. Daniel et Jean-Pierre Desmeules, respectivement président et vice-président du groupe.

Cette entité, qui regroupe une quinzaine de compagnies à l'activité diversifiée et qui se spécialise dans la reconstruction d'entreprises, a son siège social au

223, boulevard du Pont, à Saint-Nicolas. Elle est formée d'un groupe d'hommes d'affaires de la région de Québec, plus spécialement de membres de la famille Desmeules.

Plus tôt au cours de la journée, la délégation d'hommes d'affaires de la région de Québec avait rencontré les autorités municipales, les élus du fédéral et du provincial des comités de la région ainsi qu'une douzaine d'intervenants du milieu socio-économique. L'initiative a été positivement reçue comme moyen de générer de nouvelles PME et de remplacer les 300 à 400 emplois perdus lors de la fermeture de Sometal inc., a déclaré M. Roger Fraser, à la presse.

Condos industriels Environ \$1 million d'argent de famille sera directement injecté par les Desmeules dans la compagnie qui aura à gérer la location des condos industriels. Celle-ci se nommera « Les Immeubles Sometal inc. », selon la

réservation de dénomination sociale déposée, hier, au ministère des Institutions financières.

Le vice-président du Groupe Desmeules (100323 Canada Inc.), M. Jean-Pierre Desmeules, a annoncé qu'il viendra s'établir à Rimouski, dès le mois de février, pour faire démarrer les activités de la compagnie.

Un total de 160,000 pieds carrés seront offerts en location aux PME de la région. Les locataires auront présence dans l'acquisition de la machinerie de la défunte « Sometal inc. » et tout surplus de machinerie sera vendu.

Seul le tour numérique (parce qu'il n'a jadis servi qu'à 20% de son potentiel) est exclu de la transaction.

La compagnie est ouverte à tous les projets locaux et régionaux qui nécessiteraient de sa part une participation financière, a déclaré M. Fraser. Il se dit assuré que, la chance advenue, les nouvelles entreprises créées à Rimouski pourront éventuellement embaucher presque autant de travailleurs que n'en embauchait autrefois « Sometal inc. » Il pourra, en effet, y avoir autant d'employeurs qu'il y aura de pro-

jets permettant la location des divers condominiums.

Une réserve toutefois: en raison d'une entente intervenue avec le Comité de relance des activités de « Sometal inc. », présidé par le vice-président à la planification de l'Université du Québec Guy Massicotte, le tiers de l'espace est en principe réservé aux projets récemment préconisés par ce comité, notamment en ce qui a trait à la fabrication de coques pour bateaux de pêche. Une autre réserve aussi: les employés des nouvelles entreprises ne seront pas couverts par l'accréditation syndicale des ex-employés de « Sometal inc. », précise M. Fraser.

Le Groupe Desmeules

Spécialisée dans la restructuration d'entreprises, le Groupe Desmeules est intervenu à plusieurs reprises dans des activités du genre. Il a acheté, démantelé et réaffecté un bloc important d'avoirs provenant de la Société d'exploitation de la Baie James, de Bildeau Électrique, de Jonquière. Il exploite notamment Cam-Track Bernières et la compagnie de location d'équipement lourd Location Camille Chagnon inc.

Rénovation de l'usine de filtration Les inquiétudes de la population sont injustifiables, selon un conseiller sillerrois

« J'admets que la meilleure eau de toute la région est celle de Québec, mais il faut dire aussi qu'une fois renouvelée, l'usine de filtration de Sillery fournira à la population une eau bonne au goût et sans danger pour la santé ».

par RICHARD CÔTÉ LE SOLEIL

Selon le conseiller Robert Gravel, certaines personnes soulèvent des inquiétudes injustifiables dans la

Depuis 1981 Cap-Rouge a connu la plus forte augmentation démographique

(PC) — Cap-Rouge est la ville qui a connu la plus forte augmentation de population depuis 1981, indique le rapport démographique que vient de publier le Bureau de la statistique du Québec (BSQ).

En chiffres absolus toujours, les autres principales villes ayant vu leur population augmenter de plus de 5,000 personnes en cinq ans sont Repentigny (6,559 citoyens en plus), Gatineau (6,256), Saint-Hubert (5,645) et Terrebonne (5,369).

Du côté des diminutions, la plus importante en nombre d'habitants a été celle de Montréal-Nord, où la population a chuté de 4,811, soit 5%.

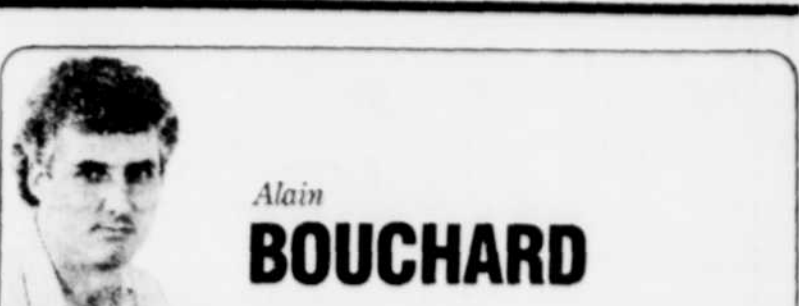
population alors que l'eau produite par l'usine renouvelée sera d'excellente qualité.

Rappelons que le conseil municipal de Sillery a adopté lundi un règlement d'emprunt au montant de \$5,1 millions afin de défrayer le coût de la rénovation de son usine de filtration existante, idée mise de l'avant il y a quelque mois par le maire actuel, Mme Margaret Delisle.

Si plus de 500 contribuables s'opposant à ce projet se rendent signer le registre de la ville le mardi 17 janvier, les autorités municipales devront soit abandonner simplement leur projet ou tenir un référendum où tous les contribuables pourraient se prononcer à ce sujet.

De l'avis de M. Gravel, les gens qui organisent la contestation du projet et qui prônent le rattachement du réseau d'aqueduc de Sillery à celui de Québec sont des individus qui ont l'habitude de contester les élus de cette ville et qui se seraient plaints de toute façon même si le conseil avait choisi la deuxième solution.

Debut stérile « Depuis le début du mois de mai, nous avons connu un débat



Le p'tit Robert

Il était une fois un père de famille de la Beauce, ne d'une famille célèbre et riche, dont l'ambition n'avait d'égal que l'ingéniosité et l'astuce. Plus, parfois, un peu d'opportunisme aussi, il faut bien le dire. Une famille qui s'était surtout fait valoir dans le domaine manufacturier, avec quelques bonnes inventions à son compte.

Du tel que s'appelaient la famille, Robert que se prénomnaient le père de famille.

Après avoir été maire de Saint-Georges — et plutôt un bon maire — l'industrie et par la business en général. Mais il était beaucoup aussi par les affaires publiques et par son rôle de père. Il avait développé une sorte de conscience sociale qui en faisait quasiment un suspect dans la grande communauté des hommes riches du Québec. Peut-être pas un missionnaire, le p'tit Robert, mais pas un parfait écocroeur non plus.

Après avoir été maire de Saint-Georges — et plutôt un bon maire — l'industrie et par la business en général. Mais il était beaucoup aussi par les affaires publiques et par son rôle de père. Il avait développé une sorte de conscience sociale qui en faisait quasiment un suspect dans la grande communauté des hommes riches du Québec. Peut-être pas un missionnaire, le p'tit Robert, mais pas un parfait écocroeur non plus.

Le grand Robert savait que le p'tit Robert avait des préoccupations sur la famille. Il savait notamment qu'il était en pleine exploration alternative. Il lui a donc dit: vasy, Robert, t'es capable!

C'est avec et peut-être même surtout sous l'impulsion de sa femme Noëline, attirée par la culture granola, que le ministre poursuivait son exploration alternative. Les deux convenaient: il ne peut y avoir un seul modèle social; il ne peut y avoir un seul modèle scolaire; il ne peut y avoir un seul modèle familial. D'autant plus que les modèles connus, il faut bien le dire, ne donnent pas toujours des résultats très éclatants.

Voilà qui était très sain pour un ministre de la Famille. Il s'interrogeait, regardait à côté, examinait et expérimentait. Mais encore là, des gens ont dit: stie! c'est sa femme qui le mène par le bout du nez. C'est dangereux, ça pour un ministre. Bref: ou, il faut écouter l'avis de sa femme... mais ne pas trop en tenir compte.

Le p'tit Robert, donc, expérimentait. C'est ainsi qu'une famille s'est un jour ramassée à la Cité écologique de Ham-Nord, un genre de village dans le village, une sorte d'arrêt dans le temps, une espèce de grand pensionnat de l'an 2000, oui, cette fois, ce ne sont pas seulement des filles ou des garçons qui pensionnent, qui étudient et qui travaillent, comme à une certaine époque, mais toute la famille au complet, avec bébés, chats et chiens.

Des gens ont dit: oui, mais à la Cité écologique, les femmes portent des robes en coton fromage et ont des fleurs dans les cheveux; les hommes portent la barbe; on lit des psaumes durant les repas; les enfants participent aux tâches économiques et domestiques; avec le grand sourire aux lèvres, il est interdit de fumer dans tout le village; on bouffe de la cuisine végétarienne, quelqu'un s'y prend pour le Messie; etc.

En dehors de la Cité écologique, personne ne se prend pour le Messie? Et est-ce que les fleurs dans les cheveux sont pires que les cheveux roses et les coups de pinces à cheveux? Est-ce que la barbe est tellement contre-nature chez l'homme? Est-ce plus grave d'habiller les enfants à sourire en travaillant que de faire la gaule en bayant aux corneilles? Est-ce pire d'interdire le tabac que de le permettre? La bouffe végétarienne fait-elle mourir plus de monde que le steak haché? Etc.

Monsieur le ministre et sa femme avaient des problèmes avec leur deuxième enfant, une petite fille fort vigoureuse qui acceptait mal l'arrivée d'un bébé derrière elle. Ils se sont dit: un changement de décor, avec une nouvelle façon de faire, pourraient peut-être régler le problème; ou du moins l'alléger. Bref, ils ont décidé de s'en occuper. Ce qui paraît plutôt excellent, pour un ministre de la Famille.

Mais des gens ont dit: un ministre flyé comme ça, c'est dangereux. Va y a peut-être une secte religieuse, là-dedans. Que se cache-t-il, derrière les robes en coton fromage et dans la barbe des hommes?

Tellement qu'un jour, le grand Robert annonce: le p'tit Robert passe aux Communications, à sa demande. Ce qui est peut-être vrai. Bien qu'il eût été intéressant de savoir comment le grand Robert, de la Cité écologique et, surtout, du fait que son ministre y ait installé sa famille. De la question de fond, pas de la question de forme.

D'autres gens ont encore dit: mais c'est pas mieux aux Communications. Un ministre louche reste un ministre louche.

Si bien que le bon père de famille annonce finalement, devant les caméras de télévision, qu'il vient de retirer les siens de la Cité écologique. Et que cette dernière lui rendra l'argent qu'elle lui doit, tel que supposé, mais dans les plus brefs délais.

Tout est redevenu comme avant. Tout le monde, au gouvernement, pense la même chose, vit de la même façon, s'habille pareil, mange du steak haché, etc. Et le bon peuple peut continuer de passer ses samedis dans la quietude et l'ambiance créatrice des centres commerciaux, écouter De Bonne Heure et Fais-moi un dessin en soupirant, aller à Pompano Beach l'hiver et boire du Codorin à sa fête.

Ouf! Quel soulagement.

Feu vert de la ministre Le Centre hospitalier de l'Archipel sera agrandi

CAP-AUX-MEULES — La ministre de la Santé et des Services sociaux, Mme Thérèse Lavoie-Roux, a officiellement donné le feu vert, hier, aux travaux d'agrandissement et de rénovation du Centre hospitalier de l'Archipel ainsi qu'au déménagement du CLSC des Îles, pour un montant de \$29,5 millions. À cette somme s'ajoute un second montant de \$2,6 millions pour l'acquisition d'équipements médicaux spécialisés et de mobilier.

La ministre s'est personnellement rendue annoncer la bonne nouvelle à la population madéloisienne en souhaitant que la réalisation de ces projets contribue à améliorer l'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux dans l'archipel des Îles-de-la-Madeleine.

Les travaux devraient commencer dès le mois de juin, c'est-à-dire dès que les plans et devis auront été complétés par les architectes.

Le vétuste pavillon Notre-Dame bâti en 1938 et qui abrite actuellement le Centre hospitalier sera renové et réutilisé pour loger l'administration et, dans une optique de complémentarité de ser-

vices, le CLSC des Îles. Les pavillons Mallet et Christ-Roi, la chapelle et l'auditorium seront partiellement démolis pour l'implantation d'une nouvelle construction. Celle-ci abritera les unités de soins, les services de diagnostic et le concept des « soins critiques » (service des urgences, bloc chirurgical, soins intensifs, unité d'un jour). Ce sera un hôpital de 92 lits, aménagé sur trois étages, avec un lien avec le pavillon Notre-Dame.

Le MSSS a aussi autorisé le centre hospitalier à avoir dix lits supplémentaires de courte durée, dix civiers dans une unité d'un jour et cinq lits au service des urgences.

Risque d'arrêt du service La région Laporte veut un nouveau transporteur

LÉVIS — Pour sauvegarder le service de transport en commun dans la région Laporte, la Commission des transports du Québec souhaiterait qu'un autre transporteur prenne la relève d'Autobus Fleur de Lys, une compagnie en faillite.

par GILBERT LEDUC LE SOLEIL

« Dévalant le risque de cessation de service, la Commission ne s'opposerait pas au transfert du permis », souligne le conseiller juridique de l'organisme, M. Léonce Girard.

Le maintien en service des quatre véhicules qui transportent à tous les jours 250 usagers de Bernières, de Saint-Étienne et de Saint-Rédempteur est présentement assuré par l'administrateur du syndicat en faillite Gerald Robitaille et Associés, M. Pierre Delisle. D'ici à l'assemblée des créanciers, le 18 janvier, son avenir n'est toutefois précaire puisque l'un des créanciers garantis, la Banque fédérale de développement, revendique la cessation du service et le recouvrement de ses biens.

Le conseiller juridique explique que n'importe qui peut demander à la Commission des transports l'annulation ou la révocation du permis d'un transporteur et ce, même si ce dernier est acculé à la faillite et qu'un tiers, un syndic par exemple, vient assurer la continuité du service. « Pour la Commission des transports du Québec, l'intérêt public est privilégié en tout premier lieu », affirme M. Girard. « Les commissaires sont habituellement très réticents à autoriser des abandons de service », ajoute-t-il.

« Pas à n'importe quel prix. Le maire de Saint-Étienne, la ville mandataire du transport en

commun dans la région Laporte, M. Normand Henri, ne demande pas mieux que l'intervention d'un autre transporteur pour ne pas que les usagers se lèvent un beau matin sans avoir aucun moyen pour se véhiculer jusqu'au travail ou à l'école. Il a d'ailleurs déjà entrepris des pourparlers préliminaires avec des compagnies susceptibles de prendre en charge le transport en commun.

M. Henri avoue cependant que les trois municipalités, dont la population totale se situe aux alentours de 18,000 habitants, n'ont pas les ressources financières pour consacrer plus de deniers publics à ce service. En décembre dernier, les municipalités avaient convenu d'augmenter de 150% leur contribution pour le financement du transport en commun en la portant de \$7,200 à \$18,000. Elles avaient également décidé d'avancer le paiement de la subvention de \$100,000 du ministère des Transports. Ces mesures d'urgence visaient à préserver le service et à aider Autobus Fleur de Lys à joindre les deux bouts.

VENTE D'INVENTORY SEARS. Dernier jour demain! Se termine le samedi 14 janvier 1989!

Grid of sale items including: Bottes pour hommes Grenico, Nappes en dentelle, Fauteuil sur billes, Sélection de vêtements de ski, Aspirateur d'atelier, Bottes sport pour dames, Planche à neige pour enfants, Bagages Amalfi, Tapis décoratif chinols, Achats spécial. Liquidation de couvertures, Rabais 50% de rabais, Pneu Road-Handler II, Jusqu'à 50% de rabais, Gants Isotoner, Ensemble de ski Euroski de Pedigree.

Grid of sale items including: Rabais 30\$, Aspirateur vertical, Téléviseur couleur 20", Vidéo VHS Super, Sélection de vêtements tels que pantalons, chemisiers et gilets, Sélection de robes de chambre en ratine de velours, Rabais 121\$, Lave-vaisselle, Sélection de vêtements de flanellette, Bottes sport pour dames, Planche à neige pour enfants, Bagages Amalfi, Tapis décoratif chinols, Achats spécial. Liquidation de couvertures, Rabais 3\$, Prise d'alimentation, Rabais 8\$, Ensemble ruban à mesurer et niveau Sears, Jeu de 12 clés mixtes, standard ou métrique, Ponceuse à double action, Rabais 5\$, Fusil à coller, Rabais 25\$, Radiateur électrique portatif, 30% de rabais. Accessoires de foyer, Lignes de marchandises: 43-44, Qté 100.

VOYAGES CHARLESBOURG. Solange Goulet. ACAPULCO, CANCUN, PUNTA CANA, PUERTO PLATA, PUERTO VALLARTA, FLORIDE, MAZATLAN. Itinerary and pricing details for various destinations.

Langue d'affichage

Le PQ juge les directives libérales farfelues

Pour l'Opposition péquiste, la dernière pirouette du gouvernement Bourassa, qui a demandé à la Commission de protection de langue française d'émettre une directive sur la « nette prédominance » du français dans l'affichage, démontre qu'il ne sait pas où il va et que la loi 178 est complètement « farfelue ».

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

« Nous ne sommes pas au bout de notre étonnement quant à l'inaptitude du gouvernement, et notamment du ministre Rivard, à mener une politique linguistique responsable », a commenté le député de Taillon, M. Claude Filion.

M. Filion a comparé la directive de la Commission de protection de la langue française (CPLF), telle qu'elle a été « coulée » dans La Presse d'hier, à un « bol à salade » expédié gratuitement par la poste, avec la mention : « Retournez si vous n'êtes pas satisfaits ».

Cette directive que la CPLF entend tester auprès des commerçants montréalais au cours des prochaines semaines, vise à définir la « nette prédominance » du français dans l'affichage intérieur au moyen de différents critères :

— les caractères, la couleur et l'éclairage utilisés devraient donner au message français « un impact visuel plus important »;

— si deux langues se retrouvent sur une même affiche, le français devrait se trouver en haut ou à gauche;

— dans le cas d'affiches unilingues de même dimension, les affiches en français devraient être deux fois plus nombreuses;

— quel que soit l'endroit où l'on se trouve à l'intérieur d'un commerce, il faudrait que la « nette prédominance » soit aisément vérifiable.

Après une période de test, la directive de la CPLF serait transformée en une réglementation qui aurait force de loi. M. Bourassa a promis que cette réglementation serait rendue publique d'ici la mi-mars.

Dans un communiqué émis hier le ministre Guy Rivard a qualifié le document cité par la Presse d'« ébauche qui servira à la redac-

tion d'une directive administrative de la CPLF ». Il a assuré que le règlement défini sera publié dans la Gazette officielle 60 jours avant sa sanction par le conseil des ministres.

Un autre ballon

Pour M. Filion, cette dernière manœuvre ne constitue qu'un autre « ballon d'essai » lancé par M. Bourassa avant son départ pour l'Europe. Les précisions apportées par M. Rivard suggèrent plutôt l'idée d'un « pré-ballon ».

« Comment les commerçants vont-ils faire pour s'y retrouver ? Si le règlement est différent de la directive, qu'est-ce qui se passe à ce moment-là ? C'est de la folie furieuse. Je ne comprends pas. Ça m'a surpris énormément qu'il sorte ça hier. Je ne trouve pas ça habile de sa part », a-t-il déclaré.

En vertu de la loi 178, adoptée à la vapeur avant Noël, des directives de la CPLF n'ont aucune valeur légale, remarque M. Filion.

« Elles ne peuvent aucunement servir de fondement à quelque poursuite que ce soit pour faire respecter cette prépondérance du français que le gouvernement est toujours incapable de définir. »

Le député de Taillon se demande aussi où se situe la « prédominance » du français dans une affiche bilingue ? Parce que le français est en haut ou à gauche ? « Ils sont en train de faire la démonstration du caractère farfelu de la loi 178 ».

En cas de poursuite devant les tribunaux, faudra-t-il promener le juge d'un bout à l'autre du magasin pour qu'il puisse constater si le français est nettement prédominant ? s'interroge M. Filion. « C'est fou comme de la m... », conclut-il.

Exit le CLF

Dans tout ce processus, le gouvernement a par ailleurs court-circuité le Conseil de la langue française (CLF), qui avait jusqu'à présent un droit de regard sur la

réglementation de la loi 101.

« Ça doit brasser entre le conseil et le bureau du premier ministre », estime M. Filion, rappelant que, deux jours avant le jugement de la Cour suprême, le CLF avait

publiquement demandé au gouvernement de prendre les moyens nécessaires au maintien de l'unilinguisme français dans l'affichage, à l'intérieur comme à l'extérieur des commerces.

« On peut se demander à quoi sert maintenant le conseil, a déclaré M. Filion. Ce n'est pas le rôle de la commission de protection d'émettre des directives. Son rôle est d'appliquer la loi. »

■ Orr s'en prend à Bouchard

(PC) — Le secrétaire d'Etat Lucien Bouchard devrait assumer son rôle de ministre responsable de la promotion des droits des minorités linguistiques et éviter de faire de la politique avec le débat sur la langue d'affichage au Québec, estime le président d'Alliance Québec. « Je lui demande bien humblement de reconnaître que de faire de la politique avec ce débat dans le contexte actuel est très près de l'irresponsabilité », a déclaré M. Orr, hier. M. Bouchard avait déclaré mardi qu'il acceptait les conséquences de son appui à la décision du Québec d'utiliser la clause nonobstant, même si cela doit lui coûter son poste de secrétaire d'Etat.

■ Collège francophone en Ontario

OTTAWA (PC) — Pendant que le débat sur les droits de la minorité anglophone au Québec fait rage, un pas a été franchi, hier en Ontario, vers la création du premier collège public francophone par la signature d'un protocole d'entente entre le Secrétariat d'Etat canadien et le ministère ontarien de l'Éducation. Ce sont le Secrétaire d'Etat Lucien Bouchard et le ministre des Collèges et Universités de l'Ontario, Mme Lyn McLeod, qui ont signé l'entente pour l'établissement du premier campus francophone de niveau collégial à Ottawa en 1990 et de nouvelles installations pour septembre 1992.

■ La langue des jeunes

MONTREAL (PC) — Les employeurs s'inquiètent de la qualité du français écrit et parlé chez les jeunes, de même que de la maîtrise de l'anglais langue seconde. C'est ce qu'indique le Conseil du patronat dans un mémoire intitulé « L'école primaire et secondaire vue par l'entreprise », qu'il vient de transmettre au ministre de l'Éducation Claude Ryan.



Murray rencontre McKenna

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Frank McKenna, (au centre) n'a pas caché, hier, que « rien n'a changé » à la suite d'un entretien d'une heure avec le sénateur Lowell Murray, (à gauche) ministre d'Etat aux Relations fédérales-provinciales et ambassadeur d'Ottawa pour l'accord de Lac-Meech. M. Murray doit rencontrer tous les premiers ministres provinciaux, afin de déterminer s'il y a consensus au sujet de la réforme du Sénat. Il en profite également pour préparer la conférence des premiers ministres, qui se tiendra au cours des prochains mois. Le premier ministre McKenna tient toujours à ce que des amendements soient apportés à l'accord de Lac-Meech, avant de le ratifier. Il est le seul, avec le premier ministre du Manitoba Gary Filmon, à ne pas avoir entériné l'entente. Aldea Landry, ministre des Affaires intergouvernementales, apparaît sur la photo.

Ottawa veut faire adopter l'accord tel quel

OTTAWA (d'après PC) — Le gouvernement fédéral n'a pas l'intention de demander à la Cour suprême d'interpréter la clause de l'accord de Lac-Meech reconnaissant le caractère distinct du Québec.

Le secrétaire d'Etat Lucien Bouchard a affirmé hier matin à Ottawa que le gouvernement avait pour objectif de faire adopter l'accord tel quel.

Le premier ministre manito-

individuels prévus par la Constitution.

L'agent exécutif du juge en chef Brian Dickson, M. Robert Sharpe, a déclaré hier que le gouvernement fédéral pouvait demander à la Cour suprême de se prononcer sur l'accord de Lac-Meech, même si cette entente n'était pas encore ratifiée par toutes les provinces. Par contre, la Cour suprême pourrait refuser de se prononcer.

loto-québec Résultats

Tirage du 09/01/11

6/49 Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi

11 17 20 31 33 35

No complémentaire **22**

GAGNANTS	LOTS	Montants
6/6	1	1 983 275,60\$
5/6 +	3	249 745,80\$
5/6	223	2 569,20\$
4/6	13 948	79,00\$
3/6	272 975	10,00\$

VENTES TOTALES: 15 860 065,00\$

PROCHAIN GROS LOT 09/01/14 (APPROXIMATIF): 2 000 000,00\$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

POULIES A COURROIES

Gates

67BS Service d'urgence 24 heures

GENERAL BEARING SERVICES INC.

473, Dorchester Sud, Québec
Tél.: 529-9088
Fax: (418) 529-5654
1-800-463-2177

MISE EN GARDE: Veuillez prendre note que l'achat du mauvais matelas à mauvais prix pourrait se transformer en cauchemar. Pour de vraies aubaines, rendez-vous à Matelas Valeur Confort de Pascal ou lisez notre annonce à la page C-12.

CÉGEP FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU

Programme Gestion des affaires: un outil conçu spécialement pour les gens d'affaires ou ceux qui veulent le devenir.

La dynamique de ce programme s'adresse aux personnes oeuvrant dans les PME et les contenus des sessions sont produits par la Banque Fédérale de Développement.

Sessions offertes à l'hiver 1989	
Titre de la session	Horaire
• Comment lancer une petite entreprise	Mardi de 19 h à 22 h
• La supervision efficace	Lundi de 19 h à 22 h
• Tenue de livres	Lundi de 19 h à 22 h
• Comment rentabiliser la promotion et la publicité	Mardi de 19 h à 22 h
• La vente: questions pratiques	Mardi de 19 h à 22 h
• Comment exploiter un commerce de détail	Mardi de 19 h à 22 h
• Les dix commandements de la finance	Mardi de 19 h à 22 h
• Entrepreneurship féminin (module I)	Mardi de 19 h à 22 h

— Coût: 45,00 \$ par session de cours (10 semaines).
— Début: Semaine du 6 février 1989.
— Pour informations, communiquez à 687-5851 et demandez nos dépliants. Pour vous inscrire par la poste, utilisez le coupon ci-joint ou venez en personne au 1530, boulevard de l'Entente, Québec.

INSCRIPTION PAR LA POSTE QLS

Nom: _____

Adresse: _____ Tél. rés.: _____
 _____ Bur.: _____

Fonction: _____

Cours choisis(s): 1) _____ 2) _____

Retournez cette formule dûment complétée avec un chèque de 45 \$ pour chacune des sessions choisies à: Cégep F.-X.-Garneau
 À l'attention de Camille Carrier
 1660, boul. de l'Entente C.P. 6300, Sillery, Q.C. G1T 2S5

PRONUPTIA

...présente
SA FABULEUSE COLLECTION 89
 pour la mariée,
 le marié
 et leurs invités
 au
SALON DU MARIAGE
 et de la maison

les 14 et 15 janvier
 au Patinodrome
 2955, rue Watt, Ste-Foy

Entrée: 6\$

collaboration **CRIC** **C101** 93^{FM}

Herb Gray demande le renvoi de Lucien Bouchard du cabinet de Brian Mulroney

OTTAWA — Le chef adjoint de l'Opposition libérale, Herb Gray, a demandé au premier ministre Brian Mulroney, hier, de chasser du cabinet le Secrétaire d'État et ministre intérimaire de l'Environnement, Lucien Bouchard, pour son manque de solidarité ministérielle sur la question de l'utilisation de la clause nonobstant par le gouvernement du Québec.

« Le premier ministre doit demander sa démission, a déclaré M. Gray, puisque le concept de soli-

darité ministérielle est nécessaire à l'intégrité du cabinet dans notre système parlementaire. »
Pour le porte-parole libéral,

lorsque M. Bouchard dit qu'il est prêt à accepter les conséquences de ses opinions, à se faire retirer le poste de Secrétaire d'État pour un autre ministère, il exprime « une doctrine inacceptable ».

« Le premier ministre Mulroney, a poursuivi M. Gray, devra faire plus que retirer le poste de Secrétaire d'État à M. Bouchard, il devra l'exclure de son cabinet. »

Mercredi, le Secrétaire d'État avait repris les propos qu'il avait tenus plus tôt lors d'une entrevue à la Presse canadienne et maintenu que le gouvernement du Québec était justifié de recourir à la clause nonobstant, un mécanisme inclus dans la Constitution.

M. Bouchard a par contre indiqué qu'il était prêt à occuper un autre poste au cabinet.



Pierre

CHAMPAGNE

M. Bourassa, n'oubliez pas le « frigidaire »

Le premier ministre Robert Bourassa est actuellement en Europe pour un séjour d'une vingtaine de jours au cours duquel il aura l'occasion de rencontrer, en France, des personnalités politiques du plus haut niveau.

J'aimerais bien qu'il en profite pour faire des pressions auprès des autorités compétentes afin que celles-ci puissent retirer, ou reprendre, l'espèce de gros « frigidaire » prétendument « sculpté » par l'artiste français *Jean-Pierre Raynaud* et qui déguise notre Place de Paris, l'ancien marché Finlay, depuis septembre 87.

Ce bloc monolithique de marbre blanc poli, haut de 6 m 50, un cadeau de la ville de Paris à la ville de Québec, a fait gausser à qui mieux mieux toute la population québécoise depuis qu'il a été érigé sur la place.

On a d'abord cru qu'il ne s'agissait là que du piédestal d'une future statue... à venir plus tard; puis on s'est dit: voilà l'emballage du cadeau, la statue est à l'intérieur. Il faut la déballer. Enfin, puisqu'il fallait bien se rendre à l'évidence que l'union des cultures francophones c'était « ÇA », on s'est mis à lui crier des noms: c'est un frigidaire; c'est un tas de neige qui n'a pas fondu; c'est une grosse oreille sourde souffrant d'une otite aigüe; c'est la femme du Bonhomme Carnaval; etc.

Bref, M. Bourassa, si les Français pouvaient le reprendre, leur cadeau de Grec, cela améliorerait considérablement le paysage historique et architectural du Vieux Québec.

Pouvez-vous profiter de votre séjour à Paris pour faire les démarches nécessaires?

Gardez vos bons vœux!

Mercredi dernier, il était question, dans cette même chronique, du député de Brôme-Missisquoi, *Pierre Paradis* qui, sous son étiquette de ministre des Affaires municipales, avait envoyé une carte de Noël bilingue à tous les maires du Québec. Le geste n'a pas plu à tout le monde.

Il ne fut pas le seul à « gaffer ». Cette semaine, dans une page consacrée à l'opinion des lecteurs du journal *Le Devoir*, un artiste-peintre du nom de *Gaby Landry* se plaignait d'avoir reçu de son député, *Jacques Chagnon*, une carte de Noël bilingue dans laquelle, qui plus est, la langue anglaise était prioritaire.

Le député de Saint-Louis, qui est également adjoint parlementaire du président au Conseil du Trésor, avait aussi oublié, selon le correspondant, de traduire en français ses titres parlementaires.

Ce citoyen terminait sa lettre en disant: « Vous pouvez garder vos bons vœux en n'oubliant surtout pas de rayer mon nom de votre liste. »

Non mais au fait, il y en a combien de députés et de ministres de l'Assemblée nationale qui, pour Noël, ont eu l'audace d'expédier des cartes bilingues à leurs commettants? S'agissait-il là d'une politique du Parti Libéral? Qui donc les a fait imprimer ces cartes bilingues? Autant de bonnes questions à poser au ministre responsable de la langue.

Comme elle est belle

Je ne l'ai jamais rencontrée personnellement mais j'ai vu sa photographie dans le journal interne du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie. Comme elle est belle. Pas la photo, la fille. *Rachel Dallaire* vient de se joindre au cabinet du ministre *Pierre MacDonald* comme attachée politique. Mme Dallaire, qui possède une formation universitaire en communication, sera plus particulièrement responsable du dossier du placement étudiant.

Problèmes de français

La direction des communications du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie innove. Si un fonctionnaire de ce ministère a de la difficulté à trouver la règle de grammaire exacte ou la bonne orthographe d'un mot, malgré toutes ses recherches dans un dictionnaire ou une grammaire, il peut se rabattre sur le service de consultation linguistique. Il suffit de communiquer avec *François Grenier* au 691-5950.

Nouvel attaché de presse

La ministre des Affaires culturelles, *Lise Bacon*, a un nouvel attaché de presse, en la personne de *Gilles Pineau*. M. Pineau fut, durant les trois derniers mois, directeur des communications au Carnaval de Québec mais il occupait déjà, auparavant, le poste d'attaché de presse de *Gilles Rocheleau*, le ministre des Approvisionnements et Services. Il a commencé sa carrière comme journaliste dans la région d'Ottawa.

Le pont Champagne

Lors de sa dernière réunion, la Commission de toponymie, organisme responsable de la gestion des noms de lieux du Québec, a officialisé les noms de cinq ponts couverts de la région administrative d'Abitibi-Témiscamingue.

Parmi ces ponts, mentionnons le pont couvert de Vassan qui portera officiellement le nom de pont Champagne. N'y voyez aucun rapprochement. Le nom de ce pont, construit en 1941, rappelle la présence d'une famille Champagne dans les environs et dont un des membres a participé à sa construction.

Vérités et sourires...

Le mot du jour est de Nicolas Machiavel et je connais des femmes qui ne me trouveront pas très drôle, aujourd'hui.

Machiavel donc, a dit: « J'estime qu'il vaut mieux employer la fougue que la prudence. La nature est femme; il est indispensable pour la dominer, de la battre, de la bouculer. Elle cède plus volontiers aux hommes de cette trempe qu'aux froids calculateurs. C'est aussi pourquoi, en tant que femme, elle préfère les jeunes gens qui la traitent avec moins de respect, avec plus de feu et d'audace. » Notons, pour le bénéfice de nos lectrices, que Machiavelli est mort à Florence en 1527.

Pour me joindre

Vous pouvez me joindre par téléphone, en composant le 644-4015, ou, par la poste, en adressant le courrier au 1050, rue Saint-Augustin, bureau 222, Québec, G1R 5J1.

*Le nouveau Stéréoquad
renoué
un concept audio-vidéo prestigieux
et différent...
pour les gens sélectifs*



PIONEER®

SYSCOM X510B



- **AMPLIFICATEUR**
 - 110 watts par canal
 - Télécommande SR Pioneer
- **ÉGALISATEUR**
 - 10 bandes
 - Analyseur de spectre
- **SYNTONISEUR**
 - Synthétiseur PLL au quartz
 - 24 mémoires
 - Recherche automatique
- **MAGNÉTOPHONE À CASSETTE**
 - Double cassette
 - Copie à haute vitesse
 - Mise en marche synchronisée
 - Lecture continue
 - Dolby
 - Métal, CR02, Normal
- **TABLE TOURNANTE**
 - Bras de lecture droit
 - Semi-automatique
 - Cartouche magnétique incluse
- **ENCEINTE ACOUSTIQUE**
 - 3 voies
 - 150 watts
- **MEUBLE AUDIO NOIR INCLUS**

999\$*

- LECTEUR LASER EN OPTION
- SUPPORT D'ENCEINTE EN OPTION

6 MOIS ou Le premier
SANS versement
INTÉRÊT en mai 1989

* Sujet à l'approbation du crédit

L'excellence à prix abordable!

stéréoquad

**FINANCEMENT
SUR PLACE**

QUEBEC
750, côte Franklin
687-0909

CHARLESBOURG
5265, 1re Avenue
627-1210

MONTMAGNY
110, de la Gare
248-3036



Sujet à l'approbation du crédit

Gallup a eu une vision partielle du dossier de la langue, selon CROP et SORECOM

OTTAWA — De l'avis des experts en sondage, Soucy Gagné de la maison SORECOM et Claude Gauthier de la maison CROP, il y a lieu de réagir avec prudence aux résultats publiés hier par la maison Gallup sur la langue d'affichage au Québec.

par PIERRE PAUL NOREAU
LE SOLEIL

Les deux hommes soulignent en effet que la généralité de la question posée sur l'affichage bilingue fait en sorte que les chiffres de Gallup n'apportent qu'un éclairage très partiel sur l'ensemble de ce dossier.

La question était la suivante: Trouvez-vous que l'affichage commercial bilingue devrait être permis au Québec? A cela, 61% des 269 Québécois ont répondu par l'affirmative et 38% par la négative.

Président du conseil et directeur de recherche chez SORECOM, M. Gagné précise: « Il n'est pas insensé de poser cette question qui se réfère aux attitudes générales. Toutefois c'est une question très partielle par rapport à tout le dossier québécois actuel. Et en ce sens, sa valeur informative est très relative ici. »

Rejoint par la suite, le vice-pré-

sident et directeur de la recherche chez CROP, Claude Gauthier, abonde dans le même sens. D'entrée de jeu, il signalait d'ailleurs avoir été surpris par le contenu des nouvelles relatives à ce sondage Gallup qui entraînait en contradiction avec d'autres données récentes diffusées au Québec. Aussi s'est-il immédiatement interrogé sur l'énoncé de la question relative à l'affichage bilingue.

Nombreuses interprétations

« Toutes les interprétations peuvent être permises à partir d'une question comme celle-ci », explique-t-il, soit, un appui à la politique du premier ministre Robert Bourassa qui permet l'affichage bilingue à l'intérieur, une opposition à celle-ci qui l'interdit à l'extérieur, et même, un appui à la loi 101 puisque l'affichage bilingue existait malgré elle.

De l'avis des deux professionnels en sondage au Québec, la divulgation des données hier laisse les gens sur leur appétit. Seules

des questions précises, faisant par exemple intervenir les notions extériorité-intérieur et les critères de prépondérance ou d'usage exclusif permettraient de mieux cerner le fond de la pensée des Québécois. Selon M. Gauthier, il n'y a pas de surprise à constater que, sur une base générale, les gens du Québec manifestent un certain degré d'ouverture au bilinguisme dans une proportion des deux tiers. Reste à savoir comment ils réagissent à son application.

Lorne Bozinoff, vice-président de la maison Gallup, présente lui-même sa question sur l'affichage commercial bilingue avec un objectif de connaître la réaction au principe du bilinguisme.

Une autre question: Trouvez-vous que l'affichage commercial en anglais seulement devrait être permis au Québec?, fournit à son avis des précisions sur l'attitude générale des Québécois. A cette deuxième question ces derniers ont répondu non à 95% contre 3% seulement qui ont opté pour la possibilité de l'unilinguisme anglais.

Conclusions opposées

Deux éléments permettent par ailleurs au porte-parole de la maison de Toronto d'expliquer pourquoi un sondage SORECOM publié par le SOLEIL il y a moins de trois semaines parvenait à des conclusions tout à fait opposées.

A 61%, les Québécois se disaient alors en profond désaccord avec la « solution Bourassa » en matière d'affichage commercial et répondaient dans la même proportion par l'affirmative à la question suivante: Personnellement,

auriez-vous préféré le maintien de la loi 101?

Qui plus est, 70% des Québécois disaient croire que le français était de plus en plus menacé lorsqu'interrogés entre le 19 et le 21 décembre dernier, soit au cœur de la tourmente linguistique qui avait suivi l'annonce de la décision du gouvernement libéral. Et 49% se disaient plutôt en désaccord avec la Cour suprême qui empêchait l'interdiction de l'anglais, contre 45% plutôt en accord.

Selon M. Bozinoff, les tendances semblent différentes parce que les questions sont différentes. Il faut aussi tenir compte, estime-t-il, que l'état de crise peut avoir un impact très grand sur les réponses. « Les gens peuvent alors se laisser influencer par ce qu'ils ont entendu cinq minutes auparavant. » La poussière est selon lui maintenant assez retombée.

M. Bozinoff trouve par ailleurs important de signaler que les trois ministres anglophones ont démissionné au milieu de la cueillette des données par la maison de Montréal.

Sur ce dernier point, M. Gagné n'est pas persuadé qu'il s'agit là d'un élément très significatif dans la réaction des Québécois francophones. « C'était certes un facteur beaucoup plus important à l'extérieur du Québec. » Quant au sondage durant la période de crise, il se demande si les Québécois ont vraiment cessé aujourd'hui de se sentir en situation de crise sur le dossier de la langue d'affichage.



SOLDE ANNUEL
40% à 50% sur toute la marchandise de saison
Seuls les vêtements de croisière
Participez à la promotion Au Féminin

LE TEMPS inc.

- Carrefour Charlesbourg 418.623.4642
- Galeries de la Capitale 418.623.1923
- Place Fleur de Lys 418.524.8655
- Galeries Canadienne 418.661.1026

51 % de Québécoises

(PC) — Il y a 51 Québécoises pour 49 Québécois.

La plus récente publication du Bureau québécois de la statistique indique en effet qu'il y a 130,000 femmes de plus que d'hommes au Québec, soit 3,331,000 femmes contre 3,201,000 hommes.

Cette différence est surtout explicable par le fait que les femmes vivent plus d'années que les hommes. Dans la catégorie des personnes âgées de 65 ans ou plus, il y a 123,000 femmes de plus.

L'espérance de vie des femmes québécoises atteignait 79,5 ans en 1986 et celle des hommes, 72,1 ans.

La population du Québec vieillit rapidement, établit aussi le rapport. De 1981 à 1986, la population âgée de 90 ans et plus a augmenté de 34%, tandis que celle des 15-19 ans a chuté de 23%.

lit rapidement, établit aussi le rapport. De 1981 à 1986, la population âgée de 90 ans et plus a augmenté de 34%, tandis que celle des 15-19 ans a chuté de 23%.

DESTINATION LA BAIE EN CLASSE ÉCONOMIQUE!



GRAND SOLDE DE JANVIER

JUSQU'À 60% DE RABAIS

POUR JEUNES HOMMES, PANTALONS PANCHETTI EN FLANELLE OU VELOURS COTÉLÉ. Ord. 39,99 à 49,99 SOLDE 19,99 ch.

Vêtements pour jeunes hommes, rayon 313

JUSQU'À 50% DE RABAIS

VÊTEMENTS D'EXTÉRIEUR TOUT-ALLER POUR HOMMES. Vestes de ski, blousons mode, parkas, etc. Ord. 49,99 à 295 \$ SOLDE 24,99 à 229,99 ch.

Vêtements d'extérieur pour hommes, rayon 310
Le choix des modèles peut varier selon le magasin.

JUSQU'À 50% DE RABAIS

POUR FEMMES, CHOIX DE VÊTEMENTS SPORT AUTOMNE-HIVER. Louben, Looks, Erika Lang, Perry Ellis America, Calvin Klein, etc. Ord. 50 \$ à 275 \$ SOLDE 24,99 à 192,99 ch.

Collection 107, rayons 107 et 108

JUSQU'À 50% DE RABAIS

CHOIX DE COORDONNÉS ET INTERCHANGEABLES AUTOMNE-HIVER EN TAILLES MENUES. Ord. 36 \$ à 119 \$ SOLDE 17,99 à 78,99 ch.

Tailles menues, rayon 115

28% DE RABAIS

INTERCHANGEABLES À PRIX DÉJÀ RÉDUITS EN TAILLES +. Tailles 38 à 44. Ord. 36 \$ à 64 \$ (derniers prix: 25,20 à 44,79) SOLDE 17,99 à 31,99 ch.

Tailles +, rayon 116

JUSQU'À 50% DE RABAIS

POUR ELLE, CHOIX DE VÊTEMENTS AUTOMNE-HIVER DE LA BOUTIQUE COLLECTIONS. Robes, manteaux et vêtements tout-aller signés Jones New York, Mr. Jax, Rouie, Ports, Steilmann, Irving Samuel, Raffinati, Liz Clayborne, Lyse Spénard, Adrienne Vittadini. Ord. 75 \$ à 500 \$ SOLDE 36,99 à 350 \$ ch.

Boutique Collections, rayons 125, 127 et 196
Le choix peut varier selon le magasin.

50% DE RABAIS

POUR FEMMES, TOUS LES CHEMISIERS DES FÊTES. Ord. 27,99 à 75 \$ SOLDE 13,99 à 37,50 ch.

Chemisiers pour femmes, rayon 133

JUSQU'À 50% DE RABAIS

POUR FEMMES, COORDONNÉS HABILLÉS AUTOMNE-HIVER. BayClub, Tan Jay, Koret, Kates. Ord. 48 \$ à 135 \$ SOLDE 23,99 à 93,99 ch.

Coordonnées, rayon 140

30% DE RABAIS

POUR ENFANTS, CHOIX DE COORDONNÉS ET INTERCHANGEABLES AUTOMNE-HIVER. Krickets, Ruffnikcs, Fisher Price. Ord. 8,99 à 24,99 SOLDE 6,29 à 17,49 ch.

Vêtements pour enfants, rayon 400

JUSQU'À 140 \$ DE RABAIS

ROBUSTES! LAVEUSES ET SÈCHEUSES BEAUMARK. LAVEUSE, modèle 55050. Blanc. Amande. 10 \$ en sus. Ord. 799,98 SOLDE 659,98 ch. SÈCHEUSE, modèle 65060. Blanc. Amande. 10 \$ en sus. Ord. 569,98 SOLDE 449,98 ch.

Gros électroménagers, rayon 627

55% DE RABAIS

FIL À TRICOTER SAYELLE BAYCREST. Laver et sécher en machine. Acrylique, plusieurs couleurs. Pelotes de 50 g. Ord. 1,45 SOLDE 0,65 ch.

Fils à tricoter, rayon 701

JUSQU'À 50% DE RABAIS

TOUTES LES VESTES ET TOUS LES PANTALONS DE SKI BAYSPORT. Grand choix de vêtements pour hommes et femmes. Ord. 80 \$ à 190 \$ SOLDE 37,99 à 94,99 ch.

Articles de sport, rayon 740. Le choix peut varier selon le magasin.

TANT QU'IL Y EN AURA!

SATISFACTION GARANTIE, ON PEUT S'Y FIER!

DÉSOLÉS, AUCUN BON D'ACHAT DIFFÉRÉ.



AVIS DE CONVOCATION
Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des membres de la Caisse populaire Duberger se tiendra le lundi 30 janvier 1989 à 19 h 30 au Centre communautaire Duberger, 2341, rue Duberger, à Québec.
Veuillez noter que, lors des élections, une candidature ne pourra être proposée à l'assemblée que si un préavis, signé par un membre et contresigné par le candidat, en a été donné dans les délais et selon les règles affichées à la caisse.
Tous les membres sont cordialement invités à y participer.
LA CAISSE POPULAIRE DUBERGER
GERMAIN VACHON — SECRÉTAIRE
13 janvier 1989.

NOUVELLE ADMINISTRATION
HOBBY PLUS
maintenant au
1113, route de l'Église
Édifice Jacques Langlois
• Matériel pour artisanat et bricolage.
• Divers ateliers disponibles.
(anciennement 983, route de l'Église, 2e étage de Hobby Dior)
659-4811

le Biarritz
RESTAURANT
CUISINE FRANÇAISE RAFFINÉE
SPECIALITÉS GASCONNES
RETOUR DES MIDIS DU BIARRITZ
Certaines réservations terminées, le Biarritz rouvre ses portes le midi, d'ici 955.
REPAS DE 4,50 \$ à 7,50 \$
(dessert inclus)
Le soir, découvrez nos SPÉCIAUX DE GIBIER
Tortue, perdrix, faisans, bécasses, etc.
136, rue Sainte-Anne, Québec
Stationnement à proximité
RES.: 692-2433